

*L'Adresse—M. Broadbent*

En réalité, et les Canadiens le savent fort bien, le gouvernement qui est là aujourd'hui n'a rien de nouveau. Nous avons le même premier ministre et le même parti qui ont gouverné 12 années sans interruption sauf pour un intermède de neuf mois. Les Canadiens se rendent compte que les programmes annoncés dans le discours du trône, nous les devons précisément à l'inaptitude de ceux qui nous ont gouvernés pendant les 12 dernières années—et que c'est l'ineptie du gouvernement libéral lui-même qui a entraîné la nécessité de ce discours du trône.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Je demande au premier ministre de méditer sur le sens de ses paroles, lorsqu'il nous affirme que le patriotisme est engendré par la justice. Ne devrait-il pas alors se demander comment les Canadiens des diverses régions de notre pays qui suivent aujourd'hui ce très important débat historique réagiront à cette phrase en jugeant son gouvernement?

Quelle foi auront-ils dans ses promesses à la lumière des faits suivants: c'est le gouvernement libéral qui a causé les problèmes dus à un manque de patriotisme—comme le dit le premier ministre—ou à l'impression que l'ennemi est à l'intérieur, pour citer la phrase qu'il a utilisée dans un autre contexte. Prenons le cas d'un Canadien des Prairies qui depuis plusieurs années n'a reçu aucune assurance que les recommandations de la Commission royale d'enquête Hall seront mises en application et qui constate que le parti libéral n'a rien fait pour se réconcilier les agriculteurs mécontents, qui se sentaient lésés par la négligence du parti libéral, que peut-il ressentir? Ou considérons encore le cas d'un habitant de Sydney au Cap-Breton qui sait depuis six, sept, huit ou neuf ans que sa région riche en acier, en charbon, et en main-d'œuvre, aurait tous les éléments nécessaires pour devenir un grand centre sidérurgique si le gouvernement central, le gouvernement national, le seul gouvernement en mesure de suppléer à celui de la Nouvelle-Écosse pour répondre aux besoins de la population, fournissait le capital nécessaire au développement d'une industrie sidérurgique susceptible d'assurer à chacun un emploi stable, mais négligeait de le faire, que peut-il ressentir? Que peut-il penser d'un gouvernement qui parle de prendre des mesures pour adopter une stratégie industrielle, mais qui s'est abstenu d'agir? La désaffection et le sentiment d'abandon de cet homme ne sont-ils pas explicables?

Et que peuvent penser, madame le Président, les 20,000 chômeurs de l'automobile dont le sort prouve éloquemment que l'Ontario est pour la première fois dans l'histoire du Canada en train de s'appauvrir parce qu'elle n'a pu bénéficier de mesures propres à stimuler son industrie? Quelle peut être la réaction de ces chômeurs? Et que dire d'un premier ministre qui, en termes abstraits, exhorte les Canadiens à surmonter l'amertume qu'ils éprouvent à se sentir lésés? J'ai l'impression que quiconque se trouverait dans la situation de ces Canadiens éprouvés ne ressentirait pas grand enthousiasme—si je puis m'exprimer ainsi—pour les nouvelles promesses faites dans le discours du trône hier.

Il ne s'agit pas seulement de chômeurs isolés. Le chômage ne touche pas uniquement l'ouvrier agricole des Prairies, le métallo de Sydney ou le travailleur de l'automobile en Ontario. Le chômage touche des groupes entiers de travailleurs comme le premier ministre l'a mentionné, et ce sont là des cas beaucoup plus graves que ces quelques exemples isolés.

Dès 1971, le premier ministre et son gouvernement s'étaient fixé comme idéal la redistribution de la richesse. Ils se sont probablement trompés d'objectif, car depuis que le premier ministre est au pouvoir, nous avons bien redistribué la richesse, mais en faveur des nantis. Dix ans après, loin de décroître, le nombre de pauvres a augmenté au Canada.

En 1968, pour tenter de résoudre le problème qu'il a abordé aujourd'hui dans son discours, le premier ministre a instauré l'expansion régionale. Qu'est-il arrivé? Dans les provinces de l'Atlantique, le nombre de nouveaux emplois et la proportion des nouveaux investissements ont diminué par rapport au reste du Canada au cours de la même décennie, de sorte que l'expansion régionale est demeurée un vain mot. Après dix ans de pouvoir, les inégalités économiques régionales sont de plus en plus alarmantes.

Dans le discours du trône, on a également fait mention de l'inégalité des femmes. Après tant d'années de pouvoir, on constate encore qu'il existe un écart considérable entre les salaires des femmes et des hommes, car en dix ans le gouvernement a beaucoup parlé mais peu agi. Dans les faits, l'écart s'est agrandi, non rétréci, au cours de la décennie.

Une économie fondée sur l'extraction des ressources, voilà ce qui est au cœur des propos tenus par le premier ministre, car les sentiments de régionalisme sont fort répandus dans le Nord de l'Ontario et en Colombie-Britannique. Ces sentiments existent dans toutes les régions du pays qui vivent de l'extraction et de l'exportation des ressources. Les habitants de ces régions estiment que le gouvernement d'Ottawa ne leur donne pas la part qui leur revient.

En 1968, le premier ministre déclarait qu'il fallait diversifier notre économie pour qu'elle ne repose plus sur l'exportation des richesses naturelles. Après dix ans de gouvernement libéral, nous dépendons davantage de nos richesses naturelles, la part de ce secteur étant passée de 51.6 p. 100 à 54.5 p. 100. Loin d'être parvenus à réduire l'importance de nos ressources naturelles, nous devons compter davantage sur elles.

Je pourrais citer d'autres exemples mais je m'en abstiendrai pour l'instant. Ce que prouvent tous ces exemples et ceux que je pourrais encore citer, c'est que les Libéraux n'ont rien fait pour atteindre ces objectifs importants au cours de la dernière décennie, alors qu'ils en auraient eu les moyens.

Certes, face à certains éléments, entre autres l'inflation et le chômage généralisé, le gouvernement est largement tributaire de la conjoncture mondiale. Mais les exemples que j'ai choisis, et je l'ai fait à dessein, concernent des domaines où le gouvernement du Canada aurait pu agir s'il l'avait voulu, et dans lesquels il aurait pu prendre des mesures qui auraient contribué à atténuer certains des problèmes—sans parler de leur justice inhérente à laquelle le premier ministre a fait allusion. Si le problème du séparatisme existe au Québec, c'est parce que le parti au pouvoir n'a pas tenu ses promesses de 1968. Pourquoi le croirions-nous sur parole maintenant?